

Avi Shlaim, *Collusion across the Jordan : King Abdallah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, New York, Columbia University Press, 1988, 623 p., 14 hors-textes, cartes, appendice 18 p., bibliographie 10 p., index 25 p.*

Avi Shlaim, professeur de relations internationales à l'université d'Oxford, est spécialiste des affaires étrangères britanniques et des guerres froides. Dans *Collusion across the Jordan*, il étudie la fin des années quarante, période cruciale au Proche-Orient. L'impact accablant de cette époque déstabilise toujours la région et détruit des vies.

A l'origine, l'intention de Shlaim n'était pas de réviser les perspectives israéliennes concernant cette époque. Néanmoins, après avoir épluché des documents qui sont depuis peu de temps accessibles dans les archives israéliennes, britanniques et américaines, il s'est retrouvé dans une situation de défi par rapport aux mythes ardemment soutenus. Shlaim conclut, à travers sa recherche exhaustive, que le roi Abdallah de Transjordanie visait de toute évidence à conclure un accord d'abord avec le mouvement sioniste de la Palestine, et ensuite avec le gouvernement israélien. Abdallah acceptait l'idée d'un État juif et promit de ne pas en contester l'établissement dans le territoire alloué par le plan de partition des Nations unies. En contrepartie, il réclamait le soutien israélien pour obtenir le contrôle des secteurs arabes en Palestine. Ainsi, Abdallah promut la collusion plutôt que la collision. Shlaim note que l'alliance n'a jamais été formalisée : elle restait tacite, limitée et ambiguë. Les officiels israéliens

* Note de lecture publiée par le *Journal of Palestine Studies*, n° 75, printemps 1990.

se méfiaient du roi. Leurs suspicions et leurs ambitions les amenèrent à le défier à plusieurs reprises ; ils finirent d'ailleurs par l'ébranler.

Pour la plupart des Israéliens, la thèse de Shlaim s'oppose à la croyance populaire selon laquelle les Arabes étaient unis dans leur opposition fondamentale à l'établissement d'Israël. Quelques chercheurs israéliens, dont feu Simha Flapan ¹, se sont interrogés à ce sujet. Shlaim démolit également le mythe selon lequel les dirigeants israéliens auraient unanimement fait preuve d'une volonté de paix, rejetée avec mépris par les Arabes. Tom Segev et Benny Morris se sont penchés sur la question avec beaucoup de prudence et ont vraisemblablement eu recours à des documents officiels israéliens pour effectuer leurs recherches ². Pour le lecteur arabe, les conclusions de Shlaim font effet de contraste : il confirme leur vieille conviction de l'existence d'arrangements collusoires entre Abdallah et Israël en 1948. Les principaux chefs d'accusation lancés par les intellectuels arabes contre Abdallah étaient la division des rangs arabes, la trahison du peuple palestinien et l'ambition d'élargir le territoire de son royaume. Pour eux, Shlaim fournit une documentation concernant les nombreuses réunions entre Abdallah et les dirigeants israéliens, et les accords politiques spécifiques qu'Abdallah était disposé à passer ainsi que les paiements qu'il recevait de l'Agence juive en guise d'encouragement ³.

En examinant l'évolution de la relation entre Abdallah et le mouvement sioniste, Shlaim brosse un tableau complexe et chargé de détails. Il décrit virtuellement chacune des rencontres entre Abdallah ou ses assistants et les dirigeants juifs, y compris celles, mémorables, avec Golda Meyerson (Meir) en novembre 1947 et mai 1948. Shlaim commente avec une ironie désabusée les différences culturelles profondes entre les deux parties. Il prend en sympathie les frustrations d'Elias Sasson, qui, né à Damas et chef de la section arabe du département politique de l'Agence juive, a essayé à plusieurs reprises de persuader David Ben Gourion et d'autres dirigeants israéliens de la sincérité du roi. Sasson désespérait de les voir refuser le respect des concessions sur le territoire et sur le retour des réfugiés qui auraient, d'une part, permis à Abdallah de formaliser l'alliance et conféré, d'autre part, la reconnaissance que les dirigeants israéliens exigeaient pour leur pays.

Shlaim critique sans ménagement la tactique coercitive d'Israël. Les pressions économique, psychologique et militaire de la Haganah sur les Palestiniens au printemps 1948, cumulées avec l'annexion des terres au-delà du tracé du plan de partition, ont ébranlé l'effort d'Abdallah d'assurer une division pacifique du territoire. Les offensives de la Haganah sous le Plan Dalet ont contraint le roi à rejoindre les autres dirigeants arabes dans leur attaque contre Israël. Malgré cela, il n'a jamais tenté de défier Israël à l'intérieur des frontières définies par le plan de partage. Il a maintenu la légion arabe en position de défense en Cisjordanie et s'est livré à un combat tenace contre

1. Simha Flapan, *The Birth of Israel : Myths and Realities*, New York, Pantheon Books, 1987.

2. Tom Segev, *1949, The First Israelis*, New York, The Free Press, 1986 Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, New York, Cambridge University, 1987.

3. Par exemple, Sasson a donné 5 000 £ à Abdallah le 19 août 1946. Shlaim note que Abdallah s'est plaint de la somme qui « *était en rapport trivial avec ses besoins* » (p. 81).

les forces israéliennes seulement à Jérusalem, sur laquelle aucun accord tacite n'avait pu être obtenu. Sans respecter les limitations du roi Abdallah, Ben Gourion et les commandants israéliens essayaient d'occuper la plus grande partie possible de son territoire. Ben Gourion était freiné par le seul souci que l'annexion de toute la Cisjordanie serait militairement plus difficile et nécessiterait plus de temps que l'occupation de la Galilée et du Néguev. Une telle opération aurait également pu provoquer une vaste riposte militaire de la Grande-Bretagne, importante alliée du roi ⁴.

D'ailleurs, au cours des pourparlers d'armistice en 1949 et lors des négociations ultérieures de Lausanne, Ben Gourion a opté pour une diplomatie coercitive que Shlaim compare à la Conférence de Munich, avec la Transjordanie dans la position de la Tchécoslovaquie. Abdallah était obligé d'abandonner vingt villages le long de la ligne de démarcation et souffrait de son impuissance face à l'ignominie de l'expulsion des réfugiés des villages concernés et de la prise du sud du Néguev par les forces israéliennes. Ben Gourion a repoussé la requête du roi d'une rencontre directe, faite en décembre 1949. Il a hésité à accorder à la Jordanie l'accès à la Méditerranée et a ajourné la résolution du problème des comptes bancaires bloqués des réfugiés. N'ayant rien obtenu de tangible, Abdallah ne pouvait plus parer aux critiques de plus en plus virulentes concernant sa politique dans le monde arabe. Il continuait cependant à rechercher un accord : il avait pris rendez-vous avec deux hautes personnalités officielles israéliennes à Jérusalem le jour suivant la date de son assassinat.

Plusieurs intrigues secondaires, impliquant d'autres États arabes, viennent s'imbriquer dans le thème majeur de l'embrouillamini des relations israélo-jordanienues. Shlaim fait allusion à des contacts et des relations dont l'étude pourrait être au cœur de plusieurs travaux d'analyse séparés. Il indique, par exemple, que le dirigeant syrien Husni Zaïm proposait au printemps 1949 de rencontrer Ben Gourion afin de conclure une paix totale, incluant l'échange d'ambassadeurs, des frontières ouvertes, des relations économiques normales et la réinstallation de trois cent mille réfugiés palestiniens en Syrie (p. 428). La seule condition de Zaïm était que la moitié du lac de Galilée revienne à la Syrie. Ben Gourion rejeta cette condition et, avant même de signer un accord d'armistice, il insista sur le retrait des forces syriennes des parcelles de territoires palestiniens qu'elles occupaient. L'opportunité d'un accord politique s'est dissipée, et la même année, en été, Zaïm fut déposé.

Shlaim insinue que des sondages de paix auraient été effectués par des hommes politiques égyptiens. En septembre 1948, Ben Gourion n'a même pas mentionné à son cabinet une initiative égyptienne, car il ne voulait pas faire hésiter les hommes politiques israéliens sur la conquête du nord du Néguev, qu'il prévoyait cette même année en automne (p. 318). Plus tôt, un officier supérieur de renseignements de la Haganah avait obtenu un accord tacite de Fawzi al-Qawuqji qui consistait à rester à

4. Selon Shlaim, Ben Gourion a mal calculé. La Grande-Bretagne ne s'était engagée à défendre Abdallah qu'au cas où les forces israéliennes envahiraient la Transjordanie et non la Cisjordanie ou le Néguev du Sud. Étant donné que les termes exacts de l'alliance jordano-britannique étaient secrets, les forces israéliennes ne pouvaient pas être certaines du moment où la réaction britannique serait provoquée.

l'écart lorsque la Haganah attaquerait des factions palestiniennes rivales (pp. 158-159). Cet accord a facilité les offensives de la Haganah sur Jaffa et le couloir de Jérusalem en avril 1948. Ces commentaires, et de nombreux autres, donnent des indications sur la grande richesse des archives récemment ouvertes.

Collusion across the Jordan fournit un portrait cinglant des attitudes et des buts d'Abdallah ainsi que du monde complexe environnant son royaume. L'étude pêche cependant par ses insuffisances quant à la dimension palestinienne du conflit. Dans ce domaine, Shlaim retombe dans les stéréotypes — les hommes du mufti, les gangs, le Comité supérieur arabe, de triste réputation — qui tentent de diminuer et déprécier le mouvement politique palestinien. Shlaim note très justement l'inflexibilité tactique et stratégique des Palestiniens qui a conduit à une confrontation catastrophique avec Israël et révèle le contraste entre l'approche palestinienne et le pragmatisme affiché par Abdallah. Mais il néglige la donnée principale : les Palestiniens avaient beaucoup à perdre si l'établissement d'Israël se faisait sur une partie de leur territoire, alors qu'Abdallah avait beaucoup à y gagner.

Shlaim mentionne brièvement que les Palestiniens qualifiaient la recommandation de la Commission de Peel en 1937 (annexion du secteur arabe à la Transjordanie) de « *presque aussi inacceptable que le fait de donner aux juifs un État à eux sur le sol arabe* » (p. 59). Ballotés entre une communauté juive en expansion et un roi avide de territoires, le mouvement national palestinien n'avait aucune perspective d'atteindre un statut d'État et leur colère s'est retournée contre Abdallah, symbole de leur défaite. Mais Shlaim minimise cette colère au point que le lecteur n'est pas préparé à son commentaire selon lequel « *la majorité des habitants arabes de Jérusalem a à peine dissimulé leur joie lors de l'assassinat d'Abdallah* » (p. 608). L'assassinat est considéré comme « *une action basse et vile* » (p. 608), manigancée par des rivaux insignifiants et des mercenaires. Cela minimise considérablement l'importance de la contradiction entre Abdallah et les forces politiques palestiniennes et démontre l'ignorance de l'existence de *hubris* derrière les actions du roi.

Malgré ces limites, *Collusion across the Jordan* est une étude remarquablement importante. Elle apporte de riches informations, analysées et évaluées avec adresse. Elle deviendra une référence de base pour les étudiants et une source d'information indispensable sur un souverain complexe que Shlaim compare à « *un faucon piégé dans une cage de canari* » (p. 33).